

Elections allemandes : Quelles perspectives pour l'énergie ?

L'essentiel

- ▶ **Les élections allemandes vont probablement donner naissance à une coalition "jamaïcaine" entre le CDU/CSU, les libéraux du FDP et les Verts. De nombreuses divergences existent entre ces trois partis.**
- ▶ **Les points-clés des négociations seront la réforme des soutiens aux énergies renouvelables et l'action climatique. Le sort du charbon sera aussi à surveiller.**
- ▶ **Un accord sur la sortie du charbon est peu probable même si la coalition jamaïcaine mise en place dans le Schleswig-Holstein en juin y est parvenue.**
- ▶ **Les termes du contrat de coalition préfigureront la prochaine étape de la transition énergétique allemande après la fin prochaine du nucléaire.**

▶ Qui va gouverner l'Allemagne ?

Les élections fédérales allemandes se sont déroulées le 24 septembre. Selon les estimations disponibles le 25 au matin, le parti chrétien démocrate (CDU/CSU) d'Angela Merkel obtiendrait 33% des voix et 246 sièges sur les 630 que compte le Bundestag. Les sociaux démocrates du SPD remporteraient 153 sièges avec 20.5% des voix. Il s'agit de scores historiquement bas pour les deux principaux partis qui gouvernaient ensemble depuis 2013.

L'AfD arrive troisième avec 12.6% des voix et 94 sièges, et signe l'entrée au Bundestag des premiers députés d'extrême droite depuis 1945. Il est suivi par les libéraux du FDP (10.7% des voix et 80 sièges) puis l'extrême gauche Die Linke (9.2% et 69 sièges) et enfin les Verts (8.9% et 67 sièges). Les autres partis représentent 5.2% des votes et n'obtiennent aucun siège.

Le SPD ayant exclu de participer au nouveau gouvernement, l'hypothèse la plus probable est une coalition "jamaïcaine" dirigée par le CDU/CSU avec les libéraux et les Verts. C'est une coalition de ce type qui gouverne le Schleswig-Holstein depuis juin 2017, une autre avait échoué en Sarre en 2012.

D'autres hypothèses apparaissent possibles mais peu vraisemblables : une nouvelle "grande coalition" si le SPD revient sur sa décision ou un gouvernement minoritaire avec CDU/CSU + FDP ou CDU/CSU + Verts.

▶ Que va-t-il se passer maintenant ?

Des négociations vont avoir lieu entre les partis susceptibles de gouverner ensemble afin de définir un contrat de coalition. Il est très probable que ce contrat sera ensuite soumis à un vote d'approbation des militants Verts.

	CDU/CSU	FDP	Les Verts
Transition énergétique	<p>Confirmation des objectifs actuels d'énergies renouvelables.</p> <p>Remplacement des énergies fossiles par des renouvelables à la fin du siècle</p> <p>La transition doit se reposer plus sur le marché</p> <p>Priorité au développement du réseau</p>	<p>Supprimer les objectifs EnR et laisser faire le marché</p> <p>Fin de l'EEG-Umlage (taxe sur les consommateurs résidentiel d'électricité finançant la transition énergétique) et des soutiens aux renouvelables</p>	<p>Objectif 100% renouvelables en 2030</p> <p>Faciliter le développement des renouvelables et limiter les coûts pour les consommateurs résidentiels.</p> <p>Aligner les objectifs allemands sur l'Accord de Paris</p>
Charbon	<p>Sortie à long-terme</p> <p>Des solutions économiques pour les régions minières sont un pré-requis</p>	<p>Les énergies fossiles sont indispensables à moyen terme</p> <p>Laisser faire le marché</p>	<p>Sortie du charbon achevée en 2030</p> <p>Fermeture immédiate des 20 centrales les plus polluantes</p>
Climat	<p>Confirmer les objectifs actuels</p> <p>La protection du climat ne doit pas nuire à l'emploi</p>	<p>Respect des accords internationaux et « d'objectifs raisonnables »</p> <p>Défendre un prix mondial du carbone, réformer et étendre l'ETS (marché européen du carbone)</p>	<p>Adopter une loi sur le climat avec des objectifs contraignants et défendre des objectifs contraignants à l'échelle européenne</p> <p>Créer un prix plancher du carbone et durcir l'ETS (suppression des crédits d'émissions excédentaires et des allocations gratuites)</p>
Transports	<p>Préserver le leadership de l'Allemagne dans l'automobile</p> <p>Le diesel est utile pour réduire les émissions de CO2</p>	<p>Laisser faire le marché</p>	<p>Plus de nouveaux véhicules thermiques en 2030</p> <p>Taxe pour les voitures les plus polluantes (CO₂ et NOx)</p> <p>Investissements dans le vélo et les transports publics</p>

► Propositions pour l'énergie et le climat des membres de la future coalition

Ces négociations s'annoncent délicates, les libéraux et les Verts divergeant sur de nombreux points. Elles vont probablement durer plusieurs semaines : en 2013, les élections avaient eu lieu le 22 septembre et la coalition n'avait été formée que le 27 novembre.

► Quels étaient les enjeux pour l'énergie et le climat ?

Les mécanismes financiers de la transition énergétique et l'avenir du charbon étaient les deux principaux enjeux de cette campagne dans les domaines de l'énergie et du climat.

L'Allemagne est engagée depuis les années 2000 dans une politique énergétique ambitieuse visant à substituer une production renouvelable à l'électricité d'origine nucléaire. Initialement portée par les Verts et le SPD, cette orientation a finalement reçu le soutien d'Angela Merkel après

l'accident nucléaire de Fukushima. La sortie du nucléaire doit être achevée en 2022 et elle fait largement consensus dans le pays.

Cette politique repose sur des tarifs garantis pour les énergies renouvelables financés par les ménages allemands via une taxe, l'*EEG-Umlage*, dont les autres consommateurs sont exemptés. Cette fiscalité fait de l'électricité allemande une des plus chères d'Europe même si les prix de gros restent bas. Ce mécanisme de soutien est critiqué notamment par la Commission Européenne. Sa réforme semble aujourd'hui indispensable pour que le développement des énergies renouvelables puisse se poursuivre sans surcoûts excessifs pour les ménages.

Par ailleurs, l'Allemagne continue à produire près de 40% de son électricité à partir du charbon, cette part baisse mais en valeur absolue la production électrique au charbon est stable depuis les années 90. Cette dépendance devient

problématique alors que le pays ne semble pas en mesure de tenir ses engagements climatiques pour 2020. La fin de la sortie du nucléaire qui approche, doit-elle marquer le début de la sortie du charbon ? Cette question n'est plus taboue mais reste sensible en raison du poids économique de l'industrie charbonnière en particulier dans les länder défavorisés d'ex-RDA.

► Quels divergences ?

Si les questions énergétiques et climatiques ont été peu présentes dans la campagne électorale, on peut s'attendre à ce qu'elles soient un des nombreux points d'achoppement dans les négociations à venir.

D'une manière générale, la CDU/CSU, au pouvoir depuis 2005, défend le statu quo : poursuite de la sortie du nucléaire et du développement des renouvelables avec une perspective lointaine de sortie du charbon pour aller vers un mix énergétique 100% renouvelable à très long-terme.

Les libéraux du FDP, eux, s'opposent par principe à toute intervention de l'Etat. Ils réclament l'abandon des objectifs en matière d'énergies renouvelables. Ils acceptent l'Accord de Paris mais s'opposent à un prix du carbone autre que l'ETS, le marché européen du carbone.

Les Verts, enfin, veulent un mix électrique 100% renouvelable et une sortie du charbon dès 2030. Ils veulent aussi interdire l'immatriculation de voitures à moteur thermique à cette date. Ils réclament enfin un prix plancher pour le carbone et un durcissement de l'ETS.

► Quels terrains d'entente ?

Les responsables politiques outre-Rhin sont plus habitués à la recherche du consensus que leurs homologues français et la percée de l'extrême droite va probablement donner une force nouvelle à l'adage politique allemand "le pays avant le parti", un accord semble donc probable bien que difficile.

Dès hier les dirigeants de parti ont tracé leurs lignes rouges. Christian Lindner, leader du FDP, a cité *"une politique énergétique raisonnable"* parmi les conditions pour son entrée au gouvernement, ajoutant : *"Bien sur le FDP soutient les objectifs climatiques de Paris. Ce qui nous différencie des Verts, c'est leur politique énergétique idéologique menée à coup de subventions. Nous voulons un système basé sur le marché."*

De leur côté, les responsables des Verts ont fermement rappelé leur attachement aux objectifs climatiques. Cem Özdemir, par exemple, a déclaré : *"Je ne peux accepter des responsabilités que si le prochain gouvernement commence enfin à réduire les émissions de CO₂. Nous avons de bonnes propositions, nous sommes prêts. C'est sur cette base que nous discuterons avec les autres partis."*

Si un accord est trouvé, il dépendra aussi d'arbitrages vis-à-vis d'autres divergences entre les trois partis. Des surprises sont donc possibles. Cependant on peut supposer que le programme du prochain gouvernement comprendra une réforme du système de soutien aux énergies renouvelables laissant plus de place à un mécanisme de marché ainsi qu'un plan d'action pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre allemandes. Il est peu probable qu'il comprenne des engagements concrets sur la sortie du charbon.

► Le précédent du Schleswig-Holstein

Le contrat de coalition adopté par la CDU/CSU, le FDP et les Verts dans le Schleswig-Holstein en juin de cette année peut donner des indications complémentaires concernant les points d'équilibre.

Ce contrat confirme le soutien à la sortie du nucléaire et à l'Accord de Paris ainsi que le rejet de la fracturation hydraulique et de la capture et séquestration du carbone.

La coalition soutient l'électrification des transports et du chauffage à condition qu'elle soit neutre technologiquement. Elle veut également faire du Schleswig-Holstein un modèle en matière de mobilité électrique.

Elle s'engage à chercher de "nouvelles voies" pour baisser le coût des énergies renouvelables et à soutenir le solaire et l'éolien off-shore au niveau fédéral.

Enfin la coalition souhaite une sortie "responsable" du charbon. Cependant ce point d'accord risque d'être plus difficile à trouver au niveau fédéral : le Schleswig-Holstein produit déjà assez d'électricité renouvelable pour couvrir sa propre consommation, il ne possède plus qu'une centrale à charbon et n'a pas d'industrie minière.

► En conclusion

Compte-tenu des divergences entre la CDU/CSU, le FDP et les Verts, La constitution du prochain

gouvernement allemand va passer par une période de négociation longue et délicate.

L'énergie et le climat apparaissent comme des sujets sensibles pour les deux partenaires minoritaires : le FDP veut limiter l'intervention de l'Etat et les coûts, les Verts exigent une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre. Cependant les trois partis se retrouvent autour de l'Accord de Paris et de la sortie du nucléaire.

L'Accord de coalition comportera probablement des engagements sur la réforme du système de soutien aux énergies renouvelables et sur la protection du climat. L'avenir du charbon sera aussi à surveiller.

D'une manière générale, les termes de cet accord engageront l'Allemagne dans la prochaine étape de sa transition énergétique, après la fin prochaine du nucléaire. Il faudra donc suivre avec beaucoup d'attention les négociations des prochaines semaines.